

L'intelligence économique dans la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine Enjeux et défis

Hicham SABER

Docteur en Droit, chercheur associé au laboratoire (LURIGOR)
Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales
Université Mohammed Premier, Oujda, Maroc
saberhicham@hotmail.com

Résumé

L'intelligence économique dans la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine. Enjeux et défis

Cet article traite de la création et de l'entrée en vigueur de la Zone de Libre-échange Continentale Africaine-ZLECA, événement d'une grande importance économique à l'échelle internationale. Si cet événement a une portée politique et symbolique certaine pour tous les Africains, il n'en demeure pas moins que le parcours de la ZLECA ne sera pas balisé en mode « facilité », mais parsemé de difficultés et de défis à relever. Dans le contexte de disparité et de dispersion d'approches et d'objectifs qui caractérise le continent africain, l'article essaie de répondre comment l'intelligence économique peut être le dénominateur commun qui permettra aux pays africains de réfléchir ensemble sur les choix à faire, les erreurs à éviter, les obstacles à contourner, les faiblesses et les carences à pallier et les forces et atouts à mettre en valeur et à exploiter.

Mots-clés : Zone de libre-échange continentale africaine, ZLECA, intelligence économique, veille, prospective, stratégie.

Abstract

Economic intelligence in the African Continental Free Trade Area

Issues and challenges

This article tackles an important worldwide economic issue, related to the creation and entry into force of the African Continental Free Trade Area. While this event has a definite political and symbolic significance to all Africans, the free trade zone journey will not be marked in "ease and consecration" mode, but will be fraught with difficulties and challenges. In the context of disparity and dispersion of approaches and objectives that characterizes the African continent, this article aims at answering questions of how economic intelligence can be a common denominator that will allow African countries to consider together the choices to make, the mistakes to avoid, the obstacles to overcome, the weaknesses and shortcomings to overcome, and also the strengths and assets that can be developed and enhanced.

Keywords: African Continental Free Trade Area, Economic Intelligence, Watch, Foresight, Strategy.

الذكاء الاقتصادي في منطقة التجارة الحرة القارية الإفريقية الرهان والتحديات يناقش هذا المقال حدثاً له أهمية اقتصادية عالمية كبيرة، إنشاء منطقة التجارة الحرة القارية الإفريقية ودخولها حيز التنفيذ. وفي حين أن لهذا الحدث أهمية سياسية ورمزية أكيدة بالنسبة لجميع الأفارقة، فإن الحقيقة تبقى أن الطريق لن يكون موسوماً "بالسهولة والتكريس"، بل سيكون محفوفاً بالصعوبات والتحديات. وفي سياق التفاوت وتشتت النهج والأهداف التي تميز القارة الإفريقية، يحاول المقال أن يجيب كيف يمكن للذكاء الاقتصادي أن يكون القاسم المشترك الذي يسمح للبلدان الإفريقية بالتفكير معاً في الخيارات التي يتعين اتخاذها، والأخطاء التي يتعين تجنبها، والعقبات التي يتعين التغلب عليها، ونقاط الضعف والقصور التي يتعين التغلب عليها، ونقاط القوة والأصول التي يتعين تطويرها واستغلالها.

الكلمات الرئيسية : منطقة التجارة الحرة القارية الإفريقية، الذكاء الاقتصادي، اليقظة الاستراتيجية، الاستشراف.

Introduction

Après quatre années de négociation¹, le premier juillet 2020 annonce l'entrée en vigueur effective de la première phase de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine, ZLECA, donnant naissance à la plus grande zone économique dans le monde de point de vue géographique, démographique et nombre d'États², et ce depuis l'avènement de l'Organisation Mondiale de Commerce en 1995.

Depuis la prise de la décision de lancer le projet de la Zone de Libre-échange Continentale, lors de la 18e session ordinaire de la Conférence de l'Union africaine, tenue en janvier 2012 à Addis-Abeba, et l'approbation le 7 juillet 2019 par la majorité des pays d'Afrique, une voie a été ouverte vers la concrétisation du choix stratégique des États africains de « l'Afrique fait des échanges avec l'Afrique ». Cette prise de conscience des dirigeants africains, inquiets d'être les grands perdants de l'échec du processus multilatéral³, et des règles commerciales élaborées dans le cadre d'arrangements régionaux, excluant le continent africain, les ont accordés unanimement à dire que leur développement ne peut se réaliser que par le renforcement des liens économiques interafricains et la conjugaison dans tous les temps des opportunités économiques, prioritairement dans l'espace africain.

L'Afrique inaugure son entrée dans la mondialisation par l'un des volets du triptyque du libéralisme moderne, celui de la liberté de circulation des biens et des services, dans l'espoir d'une intégration économique intercontinentale, avec la liberté de circulation des capitaux et des investissements⁴. Néanmoins, il faut être conscient que le parcours de la ZLECA ne sera pas balisé en mode « facilité », mais forcément parsemé de difficultés et de défis à relever. L'objectif de la réussite de la ZLECA sera long et dur à atteindre et nécessitera les efforts de plusieurs générations et le changement des paradigmes qui ont déterminé, depuis des siècles, le rôle de l'Afrique dans les échanges internationaux.

Dans cet article, nous verrons comment la ZLECA peut être le point de départ du changement de la situation du continent africain, qui malgré son potentiel énorme, reste à la traîne économique dans le cirque concurrentiel des continents. Nous nous pencherons sur les conditions de la réussite de la ZLECA, et nous étudierons en particulier le rôle et la contribution de l'intelligence économique dans la réussite et la réalisation des objectifs de la nouvelle zone économique continentale.

¹ Les négociations de la première phase de l'accord ont commencé en 2015, et se sont achevées en 2019.

² La ZLECA, dont le siège est à Accra, capitale du Ghana, réunit 53 pays sur un total de 54 pays reconnus par l'ONU. Seule l'Erythrée n'a pas encore signé l'accord au jour de l'entrée en vigueur de la zone de libre-échange continentale africaine.

³ Avec l'arrêt des négociations du cycle de Doha, menées au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et la résurgence de nombreux projets d'accords de traité de Libre-échange, transatlantique Europe - Etats-Unis, et transpacifique Asie- Etats-Unis.

⁴ Les différents niveaux respectifs d'intégration progressives des économies sont : le libre-échange ; l'union douanière ; le marché commun ; l'union économique ; l'intégration économique.

1. L'Afrique, énormes potentiels et piètres résultats

Avec 20% des terres émergées de la planète et près de 30 millions de km², le continent africain détient l'une des superficies les plus étendues de la Terre, derrière le continent asiatique et les Amériques. Sa population représente 16 % de la population mondiale, avec 1,2 milliards d'habitants, représentant le deuxième continent le plus peuplé après l'Asie. La population de l'Afrique atteindra 2,5 milliards en 2050, et représentera 26% de la population mondiale active. Cette croissance démographique la plus rapide de tous les continents⁵, assimilée en atouts et mannes providentielles sous d'autres cieux, handicape fortement l'Afrique dans ses efforts de développement économique et social.

L'impact économique du continent africain reste très faible. Avec un PIB de l'ordre de 2500 Milliards de dollars américains, de l'ampleur économique d'un pays comme la France, l'Afrique réalise moins de 5 % du commerce mondial et 15% du total des échanges intracontinentales, pourcentage le plus bas de toutes les régions du monde. À titre d'exemple, le taux du commerce intracontinental de l'Union Européenne est de 70%, 60% en Asie et de 54% en Amérique du Nord.

L'Afrique, le continent le moins avancé du Monde, n'a jusqu'à aujourd'hui pas encore réussi à changer son positionnement dans la carte des échanges internationaux, cloîtrée dans le rôle de pourvoyeur de matières premières pour les pays industrialisés, et récemment pour les pays émergents comme la Chine. En effet, l'économie africaine reste tributaire de l'exportation des matières premières non transformées et cantonne son activité dans le développement des services à faible valeur ajoutée. De 2012 à 2014, les ressources extractives représentaient plus de 75% des exportations hors continent de l'Afrique⁶.

Legs de l'époque coloniale, les axes commerciaux hérités par les pays africains indépendants reposent entièrement sur les routes développées pour acheminer vers les ports les matières premières exportées à destination des pays industrialisés et transporter les produits manufacturés importés. L'essentiel des infrastructures praticables et opérationnelles en Afrique est destiné à conforter le commerce extracontinental. La manière par laquelle l'Afrique a été intégrée par le colonialisme à l'économie mondiale il y a plusieurs siècles, a eu pour effet que le commerce des produits africains n'est dirigé qu'en dehors du continent, alors que la croissance

⁵Selon Patrice Vimard et Raïmi Fassassi dans *Démographie et développement en Afrique : éléments rétrospectifs et prospectifs*, Cahiers québécois de démographie, Vol. 40, no 2, 2011, p. 331-364, p.332 ; l'Afrique a la croissance démographique la plus rapide de tous les continents (2,6 % en croissance annuelle durant la période 1975-2009, contre 1,7 % pour l'Asie par exemple) et le fossé avec les autres régions en développement est profond. La population africaine, très jeune (avec 40 % de moins de 15 ans), est marquée par une forte fécondité (4,6 enfants en moyenne par femme) et une mortalité élevée (espérance de vie à la naissance de 54 ans). Au contraire, toutes les autres régions en développement sont à la fin de leur transition démographique avec une fécondité proche du seuil de remplacement des générations (2,1 enfants par femme) et une espérance de vie approchant 70 ans (United Nations, 2009).

⁶Rapport des Nations Unies de la commission économique pour l'Afrique, consultable sur : https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/giant_trade_agreement_for_development_in_africa_the_continental_free_trade_area_fre.pdf.

naturelle des échanges, partout ailleurs, privilégie prioritairement le commerce entre voisins.

Le commerce intra-africain est dominé par un nombre restreint de pays qui vendent un nombre limité de produits. En effet, la plupart des pays africains produisent et exportent des matières premières, et non des produits finis. Les productions africaines trouvent peu d'intérêt auprès des importateurs. Les initiatives d'encouragement des échanges commerciaux à l'intérieur du continent, lorsqu'elles existent, se trouvent, confrontées aux problèmes de logistiques et à l'absence des infrastructures routières et ferroviaires reliant les pays africains. Des experts estiment qu'il coûte entre trois à six fois moins cher de faire parvenir un conteneur par mer de Shanghai en Chine au Cameroun, que de transporter le même conteneur par route du Cameroun au pays voisin qu'est le Tchad.

En plus des problèmes logistiques, d'infrastructure et de manque de diversité de production, le commerce interafricain est confronté aux obstacles douaniers et à la persistance de comportements bureaucratiques malsains. Avec un taux de protection moyen de 6,1%, les entreprises payent actuellement des droits de douane plus élevés sur leurs exportations intra-africaines que sur leurs exportations hors continent⁷.

À cause des problèmes et obstacles auxquels se heurtent les échanges à l'intérieur du continent, les exportations des pays africains sont souvent obligées de transiter par des entrepôts européens avant d'atteindre leur destination africaine. Il s'avère plus aisé pour un pays africain d'exporter vers les pays européens et aux États-Unis qui favorisent les exportations africaines que vers d'autres pays africains.

1.1 Abondance de blocs économiques, effets limités

Malgré que l'Afrique compte 08 communautés économiques régionales⁸ reconnues par l'Union africaine et 35 accords commerciaux régionaux en vigueur⁹, créés en principe pour faciliter les échanges et favoriser le développement et la croissance, les effets sur les relations économiques et commerciales restent limités. À l'exemple de l'Union du Maghreb Arabe, UMA, qui depuis sa création en 1989, après plus de 32 ans d'existence¹⁰, reste toujours inactif. Selon le Secrétaire général de l'UMA, le taux des échanges commerciaux entre les pays du Maghreb est très

⁷ Ibid.

⁸ Les Communautés économiques régionales reconnues par l'Union africaine sont : l'Union du Maghreb arabe (UMA), le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), la Communauté des États sahélo-sahéliens (CEN-SAD), la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), la Communauté économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) ;

⁹ Selon l'OMC, en 2020, l'Afrique enregistre 35 sur 303 accords commerciaux régionaux en vigueur de par le monde. Statistiques consultables sur le site : <http://rtais.wto.org/UI/charts.aspx>

¹⁰ Les organes inopérants de l'UMA à l'exception du Secrétariat général, sont : le Conseil Consultatif ; l'Instance Judiciaire ; la Banque Maghrébine d'Investissement et de Commerce Extérieur ; l'Académie Maghrébine ; l'Université Maghrébine.

faible et ne dépasse pas les 5%, alors que ce taux entre les pays du Maghreb et d'autres pays étrangers dépasse les 90%¹¹.

Le besoin formel des États africains de s'organiser en des communautés économiques, l'emporte sur la volonté réelle et commune d'ériger les relations commerciales en vecteur de paix et de prospérité. L'adhésion à ces communautés économiques, prise en tant que fin en soi et non un moyen et instrument, fait que les politiques commerciales souffrent de beaucoup d'entraves et de faiblesses, dont la lenteur de leur mise en œuvre concrète. Cette lenteur, d'origine systémique, est constatée dans l'allongement de l'entrée en application des procédures, la réalisation des infrastructures routières et douanières et l'accès aux financements sécurisé du marché privé des capitaux. Le manque de coordination, la mésentente politique entre États, le chevauchement des adhésions dans plusieurs blocs économiques et l'absence de vision à long terme, accentuent encore les divergences, et font que malgré la libéralisation de juré, les échanges commerciaux interafricains n'ont jamais connu l'essor comparable aux autres communautés économiques de par le monde¹².

1.2 La ZLECA, espoir d'un partenariat équilibré

Les pays africains tentés de se défaire des pratiques commerciales héritées de l'époque coloniale, qui privilégient les échanges avec leurs anciennes colonies plutôt qu'entre eux, ont toujours été confrontés à des accords de libre-échange subis dans le cadre des accords de partenariat économique. Habités à négocier en ordre dispersé les accords commerciaux avec le reste du monde, les pays africains n'ont jamais pu se démarquer de la taxinomie de partenaires commerciaux désavantages. En effet, les négociations entamées individuellement par les pays africains dans le cadre d'accords économiques sectoriels ou de libre-échange avec des pays extérieurs au continent ont été généralement marquées par un certain déséquilibre dans les clauses des accords et des compensations financières accordées¹³, ce qui se répercute négativement sur la balance commerciale et la préservation durable des ressources. Les négociations, en l'absence d'un arrière-fond économique et entrepreneurial fort et influent et une expérience et expertise dans la défense des intérêts économiques, aboutissent inéluctablement à des accords commerciaux déséquilibrés¹⁴.

L'agrégation des moyens de l'ensemble des pays africains permettra à la ZLECA de devenir l'interlocuteur privilégié des pays extérieurs au continent et asseoir son

¹¹ <https://maghrebarabe.org/fr/taieb-baccouche-les-echanges-commerciaux-entre-les-pays-du-maghreb-ne-depassent-pas-les-5/>.

¹² Les communautés économiques mondiales sont au nombre de 30 réparties comme suit : Afrique : 08 ; Amérique 07 ; Asie : 03 ; Europe : 03 ; Intercontinental : 09.

¹³ Notamment en ce qui concerne les accords de pêche et d'extraction de minerais.

¹⁴ Exemple de l'accord de libre-échange entre la Tunisie et le Maroc, d'une part et la Turquie, d'autre part, entré en vigueur respectivement en 2005 et 2006, mais rapidement critiqué par le Maroc et la Tunisie en raison du déséquilibre de la balance commerciale que l'accord a induit en faveur de la Turquie.

autorité en tant qu'institution pivot, habile dans la négociation et la défense des intérêts économiques de l'Afrique, avec l'ensemble de ses communautés régionales et accords de partenariat économiques. La ZLECA ne se substituera pas aux accords existants¹⁵ qui seront tous au plus, solidaires les uns des autres, ne serait-ce que par le biais de la clause de la nation la plus favorisée (NPF)¹⁶.

Par ailleurs, et selon les estimations de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), la ZLECA pourrait accroître le commerce intra-africain de 53,2 %, en éliminant les droits de douane à l'importation, et le doubler si les obstacles non tarifaires sont également réduits. Les exportations industrielles de l'Afrique, secteur pourvoyeur d'emplois, profiteront également de la ZLECA dans la mesure où les pays africains pourront diversifier leur commerce et encourager le continent à réduire progressivement la place qu'il accorde aux ressources extractives, comme le pétrole et les minéraux, qui représentent la majeure partie de ses exportations, au profit d'une base d'exportation plus variée, équilibrée et pérenne.

1.3 Objectifs et principes de l'accord portant création de la ZLECA

La ZLECA est plus qu'un accord commercial. Son vaste champ d'application - commerce des biens, commerce des services, investissement, politique de la concurrence et droits de la propriété intellectuelle – recentre les flux du commerce à l'intérieur de l'Afrique et fournit une plateforme pour faciliter la transformation structurelle inclusive des pays africains.

La ZLECAF est régi par de nombreux principes¹⁷ intégrés au corps de l'accord de création par l'article 5, telle la géométrie variable permettant l'application et l'adaptation des dispositions et clauses de l'accord en fonction de la capacité des pays membres; la flexibilité et traitement spécial et différencié permettant une application prenant en considération la spécificité des pays membres, le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée, qui reposent sur le principe de l'égalité et la non-discrimination dans les relations avec les pays membres sur la base du traitement avantageux accordé aux nationaux ou aux ressortissants d'un pays extérieur. L'accord sur la zone de libre-échange a également retenu dans son article 5, les principes de la transparence et la diffusion des informations, la préservation des acquis, la réciprocité et le consensus dans la prise de décision.

Les accords la ZLECA couvrent un large éventail de questions et sont divisés en deux phases. La première phase, qui a été conclue avec succès et deviendra effective à partir du 1^{er} juillet 2020, couvre le commerce des biens, le commerce des services et

¹⁵ L'accord portant création de la ZLECA reconnaît dans son préambule que les Zones de libre-échange des Communautés économiques régionales (CER), servent de piliers, à la création de la Zone de libre-échange continentale africaine ZLECA. Dans son article 18, alinéa 3, il précise que l'accord n'annule, ne modifie, ni n'abroge les droits et obligations découlant d'accords commerciaux préexistants que les États parties ont conclus avec des tierces parties.

¹⁶ Principe de l'OMC, par lequel l'Organisation Mondiale de Commerce essaie de protéger le multilatéralisme du danger potentiel des relations bilatérales.

¹⁷ Article 5 de l'accord portant création de la ZLECA.

la question du règlement des différends. La deuxième phase des accords de ZLECA en cours de négociation, comprend les questions relatives aux investissements, à la politique de la concurrence, et aux droits de propriété intellectuelle¹⁸.

Les dispositions adoptées relatives au commerce des biens, traitent des aspects très importants liés à l'élimination progressive pendant une période allant de 5 à 10 ans des taxes et des restrictions quantitatives frappant les importations, l'obligation de traiter les importations non moins favorablement que les produits nationaux, l'élimination des obstacles non tarifaires, la coopération entre les administrations douanières, la facilitation du commerce et des transits, la protection des industries émergentes et la coopération sur les normes et la réglementation sur les produits.

En ce qui concerne le commerce des services, le protocole d'accord traite des questions très importantes relatives à la transparence de la réglementation régissant les services, la reconnaissance mutuelle des normes, des licences et des certifications des prestataires de services, la libéralisation progressive des secteurs des services, l'obligation de traiter les prestataires de services étrangers non moins favorablement que les prestataires nationaux dans les secteurs libéralisés.

En matière de règlement des différends, le protocole d'accord prévoit l'institution d'un organe composé des représentants des États parties, ayant pour mission de trancher les différends commerciaux survenant entre les États parties, concernant leurs droits et obligations en vertu des dispositions de l'accord de libre-échange. Il est de l'autorité de cet organe, dans le cadre de l'exercice de ses missions, de créer des groupes spéciaux de règlement des différends et un organe d'appel, d'adopter les rapports des groupes spéciaux et de l'organe d'appel, d'assurer la surveillance de la mise en œuvre des décisions et recommandations des groupes spéciaux et de l'organe d'appel, et en fin d'autoriser la suspension des concessions et autres obligations qui résultent de l'accord de libre-échange.

2. L'intelligence économique au service du libre-échange en Afrique

La création de la ZLECA peut-elle être le gage de la réussite du libre-échange et du commerce interafricain ? rien n'est moins sûr à l'ornière des expériences des communautés économiques africaines, dans un contexte caractérisé par une grande diversité et une forte disparité politique, économique, démographique et socioculturel entre les pays membres. La complexité et l'hétérogénéité des besoins, ainsi que le différentiel d'objectif des acteurs de la scène africaine font que l'harmonisation et l'homogénéisation des politiques et des pratiques vers une zone de libre-échange prospère et florissante reste un défi majeur.

Dans la logique des recommandations binaires (faire - ne pas faire), la question qui s'impose aujourd'hui à la communauté des pays africains est de définir les conditions idoines et les prérequis sans lesquels la réussite de la zone de libre-échange africaine est compromise. Aussi, il est important de savoir comment l'intelligence économique peut appuyer l'essor de la ZLECA, et lui être un atout réel et indispensable.

¹⁸ Clause de rendez-vous, article 7 de l'accord portant création de la ZLECA.

2.1 L'intelligence économique en Afrique, quel avenir pour quelle réalité ?

Dès la fin des années 1970, des appels ont été lancés pour l'installation dans les pays en développement des capacités nationales d'intelligence créatives et innovantes, en rupture avec les concepts confortablement établis. Ces appels de sortie de « zones de fixation cognitive » et déploiement de « l'intelligence des situations inédites » et des crises hors des chemins habituels, sont notamment l'œuvre du professeur Stevan Dedijer¹⁹, fondateur de l'école sociétale, qui dans un article publié en 1979²⁰, appelle à la mise en place d'une doctrine nationale d'intelligence, basée sur une série de principes, de valeurs et de normes, une organisation capable de guider le développement de la fonction animation du dispositif national d'intelligence sociétal. L'auteur dans un élan avant-gardiste, insiste dès 1979 sur le couple central de la connaissance et du pouvoir de l'intelligence dans le développement des systèmes sociaux qui fondent les nations : entreprises, administrations publiques, gouvernement..., et toutes les entités dépositaires d'une autorité décisionnelle susceptible d'influencer la vie et l'avenir des citoyens. Dans ce texte visionnaire des besoins futurs des nations en développement, l'auteur appelle les décideurs à sortir des dépendances, et à penser autrement, et recommande aux analystes en charge des études et des états de l'art et de la recherche, d'identifier les freins que sont les biais idéologiques et les « dépendances cognitives » vis-à-vis de modèles étrangers ou de modes opératoires anciens.

Si les premiers soubassements de l'intelligence économique ont été développés dès les années 1970²¹, il faut bien reconnaître que cet outil stratégique de la gouvernance a reçu peu intérêt de la part des dirigeants africains. Ce constat, révélé lors des premières assises africaines de l'intelligence économique, organisées à Casablanca le 30 juin 2016, trouve ses fondements dans le niveau de développement des structures des États africains, fortement dépendants de l'extérieur en matière de décision stratégique, notamment des grandes sociétés bancaires et financières et bureaux d'étude et de conseils internationaux installés dans ces pays. L'externalisation de la base du processus décisionnel stratégique est d'autant plus confortée que les structures d'enseignement et de recherche dans les pays africains n'ont pas su accompagner l'élan de développement et d'évolution enregistré depuis

¹⁹ Stevan Dedijer, Yougoslave (1911-2004), fondateur de l'école de l'intelligence sociétale. Fonctionnaire international à l'OCDE et à l'ONU, moins connu en France qu'à l'étranger, Stevan Dedijer fut un pionnier de l'intelligence économique qui inspira et influença de nombreux experts, tant par sa recherche inlassable de l'intégration des "disciplines de l'intelligence", que par sa volonté de mettre en œuvre des organisations intelligentes au service du développement et de l'homme.

²⁰ Article intitulé « The IQ of the Undeveloped countries and the Jones intelligence doctrine », Revue américaine *Technology in Society*, 1979.

²¹ Dès les années 1970, les Etats-Unis connaissent la publication des premières recherches et ouvrages sur l'intelligence économique. En France, il fallait attendre 20 ans après, pour enregistrer un certain intérêt sur le sujet.

les années 70 par tout un pan du savoir lié aux sciences économiques et aux techniques de management dans leurs liens avec la prospective, la veille stratégique et l'intelligence économique. Cette situation s'est répercutée sur l'offre et le niveau de la formation en intelligence économique dans les pays africains, qui restent faibles et sans impact réel et significatif.

L'intelligence économique, dans quelques pays africains, trouve exceptionnellement un certain intérêt auprès d'entreprises d'envergure économique et stratégique, bénéficiant de très grandes structures et souhaitant protéger leur développement et leurs investissements, face à la compétition internationale. Quelques initiatives, de part et d'autre du continent africain, d'origine universitaire ou d'institutionnels publics ou privés s'intéressent conjoncturellement à la pratique de l'intelligence économique, mais cet intérêt demeure partiel et élitiste et ne contribue pas efficacement dans l'émergence d'une politique publique, dédiée à une intelligence économique, dotée d'un pilotage institutionnel des hauts niveaux de l'État.

Cette dépendance de l'extérieur en matière d'intelligence économique, avec toutes les conséquences induites, ne favorise pas l'émergence et le développement dans les pays africains d'une pratique endogène de la gouvernance et de la production d'un mode de réflexion stratégique propre et autonome, prenant en considération les spécificités et la situation de chaque pays africain, et capable de créer, par la suite, une intelligence collective au sein du continent en entier.

2.2 Évolution vers une école africaine d'intelligence économique

Malgré la prise de conscience relativement tardive de l'importance de l'intelligence économique en Afrique, il faut bien reconnaître qu'il existe bien les prémises d'une école africaine de l'intelligence économique, qui se caractérise par une grande diversité, et qui commence à susciter un intérêt croissant, au regard des dernières évolutions de la communauté africaine.

Avec l'accentuation de la globalisation et la systémisation des relations internationales, le continent africain est confronté à la nécessité de produire une intelligence stratégique qui colle aux réalités africaines. Le travail fournit par plusieurs écoles sur le continent africain, dans une sorte de syncrétisme entre courants anglosaxons, notamment à travers l'école sud -africaine, aux fondamentaux méthodologiques et aux matrices culturelles concurrentielles, et de l'école francophone adepte de l'intelligence sociétale et culturelle, prônée par le professeur Stevan Dedijer. Ce croisement de pensées et d'approches, véhiculé habilement, pourrait potentiellement aboutir à une alchimie qui permettra au continent africain d'acquérir la capacité d'imprégner de son empreinte et style les sciences de l'intelligence.

Les premiers efforts pour la résurgence d'une école africaine d'intelligence économique relèvent du Forum de l'Intelligence Économique et du Développement, FIED, initié et organisé depuis 2000 par Amath SOUMARE, un des pionniers de l'intelligence économique sénégalaise et africaine, président du centre SOPEL

International²², en partenariat avec la Banque Mondiale et l'UNESCO. Animé de la volonté de promouvoir une compétence africaine distincte à travers une démarche pratique de l'intelligence économique et développement (IED), le Forum est la première organisation maniant l'intelligence économique et les stratégies de développement africaines, en particulier celles du Sénégal et de l'Agence de Développement de l'Union Africaine, au titre du Nouveau Partenariat du Développement de l'Afrique - NEPAD-.

La formulation des axes de développement, spécifiques à l'intelligence économique, compatibles avec les objectifs et les différents contextes des pays africains s'avère une mission complexe et compliquée. Une certaine dynamique dans ce sens est à l'œuvre depuis 2010 au sein de l'Université de Dakhla, créée à l'initiative de l'Association d'Études et de Recherches pour le Développement, présidée par Driss GUERRAOUI²³ et l'Association Internationale Francophone d'Intelligence Économique, présidée par Philippe CLERC²⁴. Rassemblant les experts de différents pays, originaires des cinq continents, les rencontres internationales régulières de l'Université ouverte de Dakhla²⁵ font le point sur les avancées en matière d'intelligence économique dans le monde et en Afrique. À travers les thématiques débattues et les innovations conceptuelles et méthodologiques tracées, sont mise en exergue les analyses multiculturelles de cette communauté internationale de partage de capacité d'intelligence du monde.

Dans la foulée de la jeune expérience de l'Université ouverte de Dakhla, deux événements majeurs sont venus conforter les efforts d'imprégnation du continent africain en sciences d'intelligence. Il s'agit de la création du Forum Africain de Dakhla en décembre 2017, et du Forum des Associations Africaines d'Intelligence Économique, en mai 2018.

Créé dans le cadre de l'Université ouverte de Dakhla, le Forum Africain de Dakhla est un forum de réflexion, de partage de connaissance, d'analyse et de prospective sur la diversité conceptuel de l'Afrique, conçu par et pour les Africains. Le forum rassemble en plus de l'Association Internationale Francophone d'Intelligence Économique et le Centre d'Études et de Recherches pour le Développement, fondateurs de l'Université ouverte de Dakhla, trois institutions africaines, l'African

²² SOPEL International, créée en 1995 à Paris est la première organisation d'intelligence économique et Développement, spécialisée sur les pays ACP (Afrique Caraïbes et Pacifique).

²³ Né en 1952 à Kénitra au Maroc, professeur d'économie à l'université Mohammed V de Rabat, nommé en 2011 secrétaire général du Conseil économique, social et environnemental du Maroc (CESE). Il occupe depuis 2018 la présidence du Conseil de la concurrence.

²⁴ Né en 1954, expert français en prospective internationale, conseiller expert en intelligence économique internationale à CCI France.

²⁵ Le thème de décembre 2017 de la rencontre internationale était consacré à la nouvelle économie mondiale, ses transformations structurelles, leurs impacts et aux réponses des acteurs. Un atelier a été consacré à la sécurité globale et à l'intelligence des risques. La 6^{ème} rencontre de l'université ouverte, tenue du 5 au 8 janvier 2019, sous le thème « Repenser l'Afrique du 21^{ème} siècle », a enregistré la participation de membres de 39 pays.

Future Institute of Sout Afrika, le Centre Africain de la Nouvelle Économie du Sénégal et la Plateforme pour le Développement des Femmes Africaines d'Angola. Conçu en plateforme d'échange pour le renforcement et la promotion du dialogue entre les peuples, les communautés d'affaires et de décideurs politiques en Afrique, le Forum Africain de Dakhla tente de bâtir une école africaine d'intelligence économique par la mobilisation de l'intelligence collective africaine au service de la pensée stratégique africaine, à travers notamment, la capacité de diagnostic partagé et de proposition d'action.

La deuxième contribution structurante de l'Université ouverte de Dakhla en matière d'intelligence économique se rapporte à la création du Forum des Associations Africaines d'Intelligence Économique (FAAIE), ayant pour objet la mise en œuvre d'un savoir-faire en matière d'intelligence économique et de veille stratégique en Afrique, le développement des échanges interafricaines, le partage des expériences en la matière et la valorisation de l'expertise des dimensions géostratégique du continent africain auprès des États, des entreprises, des administrations, des collectivités territoriales, des universités et des centres de recherches. Unissant les efforts de 7 pays africains²⁶, depuis juillet 2018, date de l'assemblée générale constitutive, la convention de partenariat du forum cible la structuration et la mobilisation de l'intelligence collective africaine au service de trois leviers essentiels de l'émergence africaine : le développement d'une pensée stratégique africaine, l'élaboration de diagnostics partagés, et la proposition d'actions collectives pour une Afrique plus unie et plus forte au service des intérêts des Africains.

Des réseaux d'experts africains²⁷ en intelligence économique participent activement au développement et à l'amélioration de l'approche globale de l'intelligence économique en Afrique. Adossées sur l'expérience professionnelle acquise auprès des groupes et organisations internationales, les experts africains se sont faits connaître dans les différents domaines des sciences de la prospective, telles la veille

²⁶ La convention de partenariat de la FAAIE, rassemble :

- Le Think Tank Vigilances, Intelligences et Prospective de Côte d'Ivoire ;
- Le Centre Africain de Veille Stratégique du Congo Brazzaville ;
- Le Réseau Nigérien d'Intelligence Économique ;
- Le Centre SOPEL International du Sénégal ;
- L'Association Tunisienne d'Intelligence Économique ;
- L'Association Tchadienne d'Intelligence Économique ;
- L'Association Marocaine d'Intelligence Économique ;
- L'Association d'Études et de Recherches pour le Développement du Maroc.

²⁷ En cite notamment le réseau créé en 2009 par le marocain Mounir Rochdi, expert en intelligence compétitive et consultant international auprès du Centre de Commerce International, les agences de l'ONU et l'OMC à Genève. L'expérience du Centre Africain de Veille et d'Intelligence Économique - CAVIE- constitue également l'exemple de réseau spécialisé dans les sciences de veilles et d'intelligence économique. Créé par Guy Gweth, spécialiste des marchés africains et fondateur de Knowdys Consulting Group, cabinet de conseil en intelligence stratégique et due diligence en Afrique Centrale et de l'Ouest

stratégique, l'intelligence économique, la gestion des connaissances, la stratégie et la sécurité des systèmes d'information, la gestion des réseaux d'expert, l'intelligence collective et l'innovation. De nouveaux profils de diverses disciplines et spécialités, tels les dirigeants d'entreprises, les enseignants chercheurs, les journalistes, les représentants d'institutions publiques et de la société civile, renforcent et enrichissent progressivement les réseaux des Think Tankers africains, et contribuent à l'élargissement et l'ouverture du spectre des connaissances de l'intelligence sur de nouveaux horizons.

Dans le registre de la coopération internationale, un réseau d'intelligence collective rassemble, depuis 2011, les chambres de commerce et d'industrie, CCI, du Burkina Faso, du Togo et du Mali, à la chambre de commerce et d'industrie de Marseille. Cette coopération a notamment permis de doter les pays africains membres, d'un réseau de veilleurs formés sur les problématiques de développement et d'intégration des économies africaines dans les chaînes de valeur mondiales. De son côté, la conférence permanente des chambres de commerce africaines francophone - CPCCAF- organise avec l'appui du Centre de Commerce International, ITC, l'agence conjointe de l'OMC et l'ONU, des formations pour doter les chambres consulaires africaines des compétences de veille stratégique, de sécurité économique et d'influence au service des entreprises et des territoires des pays africains.

2.3 L'intelligence économique africaine, enjeux et défis

Le premier défi de l'Afrique est celui de reprendre son destin en main. Cela n'est possible que si le continent relève l'enjeu de l'intelligence de la connaissance stratégique. Il n'est plus concevable qu'au 3^{ème} millénaire et après plus d'un demi-siècle d'exercice de la souveraineté, les think-tanks étrangers prennent en charge l'arsenal décisionnel stratégique des pays africains.

La deuxième édition du Forum des Associations Africaines d'Intelligence Économique, tenue à l'Université ouverte de Dakhla du 19 au 23 juin 2019, a mis en perspective les différents défis auxquels les économies et les sociétés africaines doivent tenir face, dans un contexte caractérisé par l'émergence de nouvelles insécurités avec leur lot d'incertitudes et de risques majeurs difficiles à anticiper, à prévoir et à gérer. Cette réalité, accentuée par les tensions sociales et les pressions contestataires croissantes, met les États africains devant des difficultés et des défiances récurrentes de leur autorité. Disposer dans ces conditions d'un système national d'intelligence économique, de veille stratégique et de prospective, n'est pas un luxe subterfuge et élitiste, mais une nécessité vitale.

Devant la profusion d'informations résultante du progrès numérique phénoménal enregistré depuis le début du 21^{ème} siècle, un dispositif de collecte et d'analyse des flux d'information dédié à la protection des intérêts supérieurs et de la compétitivité des économies et territoires africains est indispensable. Ce dispositif permettra aux pays africains d'avoir une vision pertinente et précise de leur avenir, du moment qu'aucun développement n'est possible sans une bonne connaissance du présent et

des enjeux futurs. Les décideurs africains ne seront capables d'élaborer les scénarios possibles et les alternatives probables, autour desquels seront construites les pistes d'améliorations et les voies de l'innovation en matière de développement économique et social de leurs pays, qu'au moyen d'une bonne connaissance de l'état présent et futur des démographies, des ressources naturelles et des capacités de production d'une part, et assimiler d'autre part, les grandes mutations et transformations économiques, sociales, politiques, culturelles, climatiques, technologiques, militaires, sécuritaires et géostratégiques qui conditionneront les modèles futurs de développement. Cette capacité de maîtrise de l'information et des sciences de la veille et de la prospective ne peut être le produit que d'une stratégie durable et irréversible, visant à doter chaque pays africain d'une structure permanente d'intelligence économique, et répondant à quatre conditions sine qua none :

1. La volonté politique des dirigeants africains pour promouvoir l'intelligence économique et la doter d'un pilotage institutionnel unifié et coordonné à un niveau élevé de l'État ;
2. Une vision claire des missions à allouer aux pratiques de l'intelligence économique dans le développement économique et à la sécurité globale ;
3. Une stratégie nationale appropriée visant à promouvoir la formation des compétences en intelligence économique et la production d'une pensée stratégique endogène et autonome, propre aux spécificités de chaque pays africain ;
4. L'organisation des structures de l'État, des territoires, des entreprises, des universités, et des centres de recherches autour des objectifs nationaux d'intelligence économique.

Les quatre volets de la stratégie de la maîtrise de l'intelligence économique ou, le « hardware » de son dispositif, doit s'accompagner par un travail d'identification du « software » et des axes déterminants des besoins de l'Afrique et des pays africains en intelligence économique et en veille stratégique. Le Forum des Associations Africaines d'Intelligence Économique a identifié, à ce propos, cinq domaines prioritaires :

1. L'intelligence de la connaissance stratégique, basée sur un diagnostic pertinent, débarrassé des contingences politiques et idéologiques ;
2. L'intelligence des risques et des menaces majeures dans leurs dimensions économique, financière, technologique, politique, sociale, culturelle, naturelle, climatique et géostratégique ;
3. L'intelligence de la veille stratégique et de la prospective ;
4. L'intelligence de l'influence ;
5. L'intelligence de la sécurité globale.

La zone de libre-échange continentale africaine a fait naître la lueur d'espoir d'un avenir qui ne peut supporter échec et déception, et accentuer encore plus le

sentiment d'impuissance et d'incapacité de la nation africaine. Les pays africains n'ont d'autre choix que de promouvoir une réelle coopération Sud-Sud à tous les niveaux et dans tous les secteurs, entretenir une intelligence collective et initier une réflexion au pluriel sur les défis cruciaux que l'Afrique doit relever dans l'arène concurrentielle des nations et continents du monde.

Enfin de compte, il faut se résigner à l'évidence qu'aucun pays africain n'a les moyens ni les capacités suffisantes pour répondre seul aux nouveaux défis qu'imposent l'intelligence économique dans le sillage de la zone de libre-échange continentale africaine, et que cette nouvelle zone de libre-échange ne peut atteindre les objectifs de ses créateurs, sans une intelligence économique collective, volontariste, prospère et inclusive. La zone de libre-échange ZLECA, peut constituer, en l'occurrence, le premier chantier dans lequel toute l'Afrique s'investit entièrement pour se découvrir et faire découvrir au monde tout son potentiel et ses aspirations.

Conclusion

L'entrée en vigueur de la zone de libre-échange, ZLECA, sonne le début d'une nouvelle ère pour le continent Africain. Si l'ensemble des modalités de mise en œuvre de l'accord reste toujours à négocier, il n'en demeure pas moins que l'acte de naissance politique de la ZLECA est l'un des événements de première importance à l'échelle économique internationale, et constitue un élément déterminant pour l'avenir des relations entre les pays du continent, et entre le continent et le reste du monde.

En perspective du marché commun africain avec l'union douanière, la libre circulation des capitaux, des investissements et des personnes, la libéralisation des relations commerciales constitue le premier pas réel vers l'essor d'intégration des économies des pays d'Afrique. Les retombées attendues de la libéralisation des échanges interafricains, engendreront nécessairement une dynamique commerciale et compétitive et de la croissance économique, de l'emploi, et une amélioration des conditions de vie des populations africaines, corollaires attendus de toutes les politiques économiques et sociales des gouvernements africains. Or, ce rendez-vous d'entrée de l'ensemble des pays africains dans la mondialisation risque de passer inaperçu et sans effet, et peut même devenir frustration et source latente de discorde et de conflit, en raison des déséquilibres que l'accord de libre-échange ferait naître entre les pays africains, et des inégalités dues aux écarts marquants des niveaux de développement et des différentiels de maturité économique.

Dans ce contexte de disparité et de dispersion d'approches et d'objectifs qui caractérise le continent africain, l'intelligence économique peut être le dénominateur commun qui permettra aux pays africains d'entamer au préalable un travail de connaissance de soi et de ses partenaires, de réfléchir ensemble sur les choix à faire, les erreurs à éviter, les obstacles à contourner, les faiblesses et les carences à pallier et les forces et atouts à mettre en valeur et à exploiter. L'intelligence économique, si elle est pratiquée dans le sens d'une prospective dynamique peut être le moyen d'anticiper l'avenir, de développer une vision

constructive et partagée et créer une symétrie de développement économique et social entre l'ensemble des territoires africains, principal postulat et raison d'être de la zone de libre-échange.

Bibliographie

- DOU Henri, JUILLET Alain et CLERC Philippe, *L'intelligence économique du futur1, une nouvelle approche stratégique et opérationnelle*, Collection Innovation Entrepreneuriat et Gestion, London, ISTE Editions Ltd, 2018, 218 p.
- GUERRAOUI Driss, *L'intelligence économique en Afrique Constats, besoins et défis futurs*, Chronique, L'économiste n°4804 du 28 juin 2016.
- PROUVEUR Renaud, *L'intelligence économique au service du « commerce international*, in Intelligence Economique : S'informer – Se protéger – Influencer, Paris, Edition Pearson France, 2016, 351 p, p.108-117.
- VIMARD Patrice, FASSASSI Raimi, *Démographie et développement en Afrique : éléments rétrospectifs et prospectifs*, Cahiers québécois de démographie, Vol. 40, no 2, 2011, p. 331-364, p.332
- Rapport des Nations Unies de la Commission Economique pour l'Afrique. *La Zone de libre-échange continentale africaine, questions et réponses*, Publication du Centre africain pour les politiques commerciales. 2018.